

La crise économique et ses conséquences en Lorraine
25 mai 2009

Réflexions de Nathalie Griesbeck

A l'occasion de la conférence organisée par l'Association pour l'Ouverture Culturelle
et le Dialogue

Samedi 30 mai 2009

IUT de l'Université Paul Verlaine, Ile de Saulcy, METZ

I. La crise économique en Lorraine

A. La Lorraine, touchée de plein fouet par la crise

B. Pistes de réflexion

- ❖ Sur le manque de courage du gouvernement et du Conseil régional pour restructurer l'activité économique en Lorraine avant la crise
- ❖ Sur les inégalités flagrantes entre départements engendrées par le plan de relance national
- ❖ Sur les stratégies guidées par le profit à tout prix des grands groupes à l'envergure internationale

II. De la nécessité d'une action plus forte de l'UE pour contrer la crise

A. Rétablir la confiance dans les marchés financiers

- ❖ L'Euro, gage de stabilité de la zone euro
- ❖ Un système de surveillance plus efficace au niveau européen
- ❖ Un nouveau cadre mondial de régulation financière
- ❖ Lutter contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux

B. Lutter contre les effets de la crise et soutenir les plus vulnérables

- ❖ Plus d'Europe face à la crise
- ❖ Réforme du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)
- ❖ Un emprunt européen, réponse à la crise

I. La crise économique en Lorraine

A. La Lorraine, touchée de plein fouet par la crise

Chômage : + 27 % en 1 an¹

	Lorraine	France
Taux de chômage au 31 décembre 2008	8,1 %	7,8 %
Augmentation nombre de demandeurs d'emploi sur un an ²	+ 27 %	+ 22 %
Augmentation nombre de demandeurs d'emploi de - 25 ans	+ 44 %	+ 35 %
Augmentation nombre de demandeurs d'emploi de - 25 ans Hommes	+ 66 %	+ 50 %

Le taux de chômage en Lorraine au 31 décembre 08 s'élevait à **8.1 %** (7.8 % en France).

Sur une année³, la crise a coûté plus de 20 000 demandeurs d'emploi supplémentaires à la région Lorraine, soit une **augmentation de 27 % sur un an**, beaucoup plus forte qu'au plan national (+ 22 %).

La surexposition de la jeunesse lorraine est spectaculaire : **+ 44 % de chômeurs de moins de 25 ans** en un an, chiffre qui atteint + 66 % pour les jeunes hommes (+ 50 % au plan national). Cette situation est beaucoup plus dégradée qu'au plan national (+ 35 % de chômeurs de moins de 25 ans en un an).

Le secteur de l'intérim a perdu plus de 60 % de ses effectifs en 9 mois.

Deux zones d'emplois se distancent fortement du taux annuel moyen d'évolution du chômage en Lorraine : Sarrebourg (+ 43 %) et Briey (+ 40 %). Sarreguemines (+ 33 %), Thionville (+ 33 %) et Remiremont (+ 32 %) enregistrent également de très fortes hausses.

¹ Source : Conseil Economique et Social Lorraine

http://ces.lorraine.eu/jahia/webdav/site/ces/shared/Cles_pour_comprendre/2009/TB%20N3%2020%20mai%2009%20version%2020%2005.pdf

² Mars 08 - mars 09

³ Mars 08 - mars 09

La crise touche également les voisins de la Lorraine

Luxembourg

Taux de chômage historique de 5.3 %
+ 30 % de chômeurs au 1^{er} semestre 2009
+ 4.7 % d'emploi frontalier en mars 2009 contre + 8.3 % en mars 2008.

Sarre

Taux de chômage de 8 %
+ 5.6 % de chômeurs entre février et mars 2009

Wallonie

Taux de chômage de 14.5 % en avril 2009
+ 4 % de chômeurs sur un an

Des licenciements en masse

La région Lorraine a connu 1298 licenciements économiques en mars 2009, soit une hausse de 58 % par rapport à février 2008. 934 entreprises ont été autorisées à mettre en place du chômage partiel (4^e région française)⁴.

En Lorraine⁵

Total : arrêt d'une ligne de production de polyéthylène et suppression d'une soixantaine de postes à l'usine de Carling-Saint-Avold. Alors qu'il y avait encore 900 salariés en 2007, moins de 550 salariés travailleront encore à l'usine Total de Carling en 2013 d'après les mesures annoncées début mars 2009.

ArcelorMittal, site de Florange (Moselle) : la CGT annonce le 8 avril que 1.000 ouvriers du site vont subir "au moins" 5 mois de chômage partiel.

VB Autobatterie, filiale de Johnson Controls a annoncé début mai la fermeture de son site de Sarreguemines. Les 350 salariés vont perdre leur emploi.

Renault: le constructeur a indiqué le 9 septembre prévoir d'ici avril un plan de 4.000 "départs volontaires". Le 25 septembre, il a ajouté la suppression de 2.000 emplois dans ses filiales européennes, dont 900 en France.

PSA Peugeöt Citroën: 3.550. Le groupe automobile a annoncé le 20 novembre un plan de "départs volontaires" concernant 3.550 salariés en France.

Dans le Grand Est

Fulmen (Exide Technologies SAS): 314. Le fabricant de batteries d'automobiles a annoncé le 26 janvier la fermeture de l'usine d'Auxerre et le licenciement de ses 314 salariés

Amora: le 20 novembre 2008, la direction d'Amora-Maille (groupe Unilever) a annoncé la fermeture de deux sites de production du groupe, Dijon (Côte d'Or) et Appoigny (Yonne), entraînant la suppression de 244 emplois.

Key Plastics France: l'équipementier automobile s'est déclaré le 13 septembre en cessation de paiement et va supprimer quelque 300 emplois à Bellême (Orne), Voujeaucourt (Doubs) et Rochefort (Charente-Maritime).

⁴ Source : Conseil Economique et Social Lorraine

http://ces.lorraine.eu/jahia/webdav/site/ces/shared/Cles_pour_comprendre/2009/TB%20N3%2020%20mai%2009%20version%2020%2005.pdf

⁵ Source : Le Nouvel Observateur, 25 mai 2009

Au-delà de ces chiffres déjà dramatiques, il faut ajouter les centaines d'entreprises sous-traitantes, PME pour certaines, dont les salariés ne se verront pas proposer de reclassement et qui sont, dans l'ombre, les premières victimes de la crise économique.

A l'échelle européenne

En 2009, la croissance de l'emploi pourrait devenir négative, avec une perte de 3,5 millions d'emplois au sein de l'UE; le taux de **chômage** dans l'UE (7,0 % en 2008) devrait passer à **8,7 % en 2009** (et grimper de 7,5 % à 9,2 % dans la zone euro), avec une hausse supplémentaire en 2010. Il est dès lors peu probable que les objectifs de Lisbonne en matière d'emploi, soient atteints d'ici 2010⁶.

B. Pistes de réflexion

❖ Sur le manque de courage du gouvernement et du Conseil régional pour restructurer l'activité économique en Lorraine avant la crise

Les mesures nationales et régionales sont comme un plâtre sur une jambe de bois. Il est trop tard pour se réveiller ! Il aurait fallu entamer une restructuration en profondeur et une **diversification de l'activité économique en Lorraine, pour accompagner sa reconversion dans la durée et accompagner le déclin de l'industrie sidérurgique.**

Les majorités actuelles au gouvernement et au Conseil régional ont préféré perfuser des secteurs qui n'étaient plus viables en berçant d'illusions les Lorrains. Elles n'ont pas su anticiper la crise qui frappe de plein fouet un tissu économique local que l'on n'a pas eu le courage de réformer ces dernières années alors que les conditions économiques y étaient plus favorables qu'aujourd'hui.

Il est temps de donner priorité à l'économie de la connaissance, à la lutte contre le changement climatique, aux investissements verts, à la sécurité énergétique.

❖ Sur les inégalités flagrantes entre départements engendrées par le plan de relance national

Rapportés au nombre d'habitants, les fonds alloués par le gouvernement français au titre du plan de relance sont répartis de façon très inégale⁷.

Les dépenses de l'Etat *par habitant* dans le cadre du plan de relance pour 2009 s'élèvent à :

⁶ Source : Parlement européen, Mars 2009

http://www.europarl.europa.eu/news/expert/briefing_page/50013-068-03-11-20090219BRI50012-09-03-2009-2009/default_p001c004_fr.htm

⁷ Source : Capital, 27 avril 2009-05-26 [http://www.capital.fr/le-magazine/extra-online/extra-on-line-magazine-capital-mai-2009/plan-de-relance-les-departements-les-mieux-traites-et-les-moins-bien-lotis/\(offset\)/25](http://www.capital.fr/le-magazine/extra-online/extra-on-line-magazine-capital-mai-2009/plan-de-relance-les-departements-les-mieux-traites-et-les-moins-bien-lotis/(offset)/25)

Vosges	5 €
Meuse	5.3 €
Meurthe et Moselle	19.5 €
Moselle	37.4 €

A titre de comparaison, la **Savoie** (du député UMP Hervé Gaymard...) bénéficie de 103 € par habitant pour un taux de chômage de 6 %, soit **20 fois plus que le département des Vosges qui ne reçoit que 5 € par habitant pour un taux de chômage⁸ qui frôle les 9 % !**

De plus, le département de la Meuse ne recevra pas de fonds pour le développement de ses infrastructures et d'équipements civils, mais uniquement pour la rénovation de son patrimoine culturel. Il s'agit certes d'un enjeu important, mais ce n'est pas le secteur le plus porteur en termes d'emplois et de croissance économique...

Il semble que la Lorraine n'ait pas reçu d'aide supplémentaire pour lutter contre la crise : **le gouvernement s'est contenté de lui allouer ce qui de toute façon revenait à la Lorraine** pour compenser les conséquences désastreuses de la réforme de la carte militaire, du déclin de l'industrie sidérurgique et des difficultés du secteur automobile.

Les investissements inclus dans le "plan de relance" étaient déjà prévus, promis par l'Etat de longue date, à l'instar des travaux du 2e tronçon de la ligne TGV qui compte pour une part importante de ces soi-disant "nouveaux" investissements.

❖ **Sur les stratégies guidées par le profit à tout prix des grands groupes à l'envergure internationale**

Au moment de la fusion entre Arcelor et Mittal, j'avais très tôt pris position en dénonçant les propositions qui avaient été faites aux salariés comme n'étant pas viables.

Lorsque des groupes français, ou étrangers, de l'envergure de Total ou ArcelorMittal, réalisent des profits aussi élevés, nous sommes en droit d'attendre d'eux qu'ils assument pleinement leurs responsabilités sociales en tenant compte des conséquences de leur choix sur des territoires qui ont été à l'origine de l'enrichissement de leurs actionnaires. **Il est temps, pour ces groupes à l'envergure internationale, d'adopter de véritables stratégies industrielles et territoriales dans lesquelles l'Homme prenne toute la place qui lui revient**, plutôt que de se laisser guider par des logiques purement financières.

⁸ **Source** : INSEE Taux de chômage localisés trimestriels par département (4e trimestre 2008 - données CVS) - http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=99&ref_id=CMRSOS03312

L'Etat a également un grand rôle à jouer contre la toute-puissance de certaines entreprises, favorisée par de petits arrangements "entre amis" qui vont à l'encontre de l'intérêt général.

II. De la nécessité d'une action plus forte de l'UE pour contrer la crise

A. Rétablir la confiance dans les marchés financiers

La crise que nous vivons, avant d'être économique, est avant tout une crise financière qui a commencé aux USA et s'est déplacée en Europe. Dans ce contexte l'Union européenne doit avant tout, avec ses partenaires internationaux, assainir les marchés financiers et réinstaurer la confiance. **L'Union européenne doit être un acteur clé dans ce dispositif et les membres de l'Eurozone, dont plusieurs sont membres du G20, doivent œuvrer en ce sens.**

Le Parlement européen a réaffirmé en mars 2009 ses demandes au Conseil visant à ce que les points suivants soient pris en considération.

❖ L'Euro, gage de stabilité de la zone euro

L'Euro, dont nous venons de célébrer le 10ème anniversaire a démontré aux plus eurosceptiques qui l'avait combattu jusqu'à présent combien il est utile.

L'Euro assure actuellement à 16 pays composés de 329 millions d'habitants une monnaie forte, qui inspire confiance aux marchés et nous assure un niveau de stabilité et crédibilité souvent bien plus élevé que les monnaies nationales qu'il a remplacées.

Il suffit de regarder de l'autre côté de la Manche, ou encore plus tristement en Hongrie, pour comprendre combien notre monnaie est actuellement enviée.

Si l'indépendance de la Banque Centrale Européenne peut toujours être débattue, il n'en demeure pas moins que la rigueur de sa gestion nous a permis de traverser la tempête. Si le changement de monnaie et l'harmonisation des prix à travers l'UE a provoqué une certaine inflation, l'Euro a indiscutablement permis de contenir un niveau d'inflation de 2 % sur 10 ans, soit à un niveau bien moindre que dans les années antérieures au sein de chaque pays.

❖ Un système de surveillance plus efficace au niveau européen

Le Parlement européen a demandé que le rôle de la Banque centrale soit renforcé pour lui permettre de surveiller la stabilité financière de la zone Euro et de participer au **contrôle du secteur bancaire européen, notamment pour lutter contre les abus liés aux subprimes.**

Les députés européens du Mouvement Démocrate ont par ailleurs demandé que les plans de sauvetage des banques ne soient pas dépourvus de conditions et ont proposé de les assortir d'exigences en matière d'incitants monétaires, de fourniture de crédit, de restructuration du secteur et de protection de la politique sociale en échange de l'aide perçue par les banques.

❖ **Un nouveau cadre mondial de régulation financière**

Il est nécessaire que l'Union européenne mène des négociations au sein d'instances internationales telles que le Fonds monétaire international et le Forum de stabilité financière pour **définir les nouvelles règles à appliquer sur les marchés financiers mondiaux. Le but doit être de renforcer le système mondial de régulation.**

❖ **Lutter contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux**

L'évasion fiscale, avant de constituer des montages juridiques astucieux pour échapper à l'impôt, apparaît le plus souvent comme le **produits d'activités liés aux réseaux de grande délinquance internationale et du blanchiment qui en résulte.**

Les députés européens du Mouvement Démocrate ont résolument soutenu la décision des membres européens du G20 de prendre des mesures effectives contre les paradis fiscaux et les pays non coopératifs, en convenant dans les meilleurs délais d'un arsenal de sanctions.

B. Lutter contre les effets de la crise et soutenir les plus vulnérables

❖ **Un emprunt européen, réponse à la crise**

Le Parlement européen a adopté le 11 mars 2009 un amendement au plan de relance de l'UE, déposé au nom des députés européens du Mouvement Démocrate (MoDem), qui "invite les Etats membres, notamment ceux faisant partie de la zone euro, à étudier la possibilité d'un grand emprunt européen, garanti solidairement par les États membres".

Un emprunt public au niveau européen serait le signal d'une réponse européenne commune et forte à la crise. L'emprunt européen serait un garant contre les risques d'éclatement de la zone euro, et aiderait considérablement des pays comme la Grèce et l'Irlande à bénéficier des meilleurs taux d'intérêt, alors qu'ils sont aujourd'hui contraints d'emprunter à des taux très élevés en raison de la méfiance des investisseurs.

❖ **Réforme du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)**

Objectif : modifier certaines des dispositions actuelles sur le FEM afin de renforcer, en ces temps de crise, son efficacité dans le domaine de la réinsertion professionnelle de travailleurs licenciés pour des raisons liées à la mondialisation.

Le FEM a été créé sous la législature actuelle en réponse aux turbulences engendrées à l'échelle européenne par la mondialisation. **Expression de la solidarité de l'UE avec les travailleurs qui se trouvent démunis face à cette mondialisation, le FEM offre une aide individuelle ponctuelle et limitée dans le temps, directement destinée à la formation et à la reconversion des travailleurs touchés par des licenciements.** L'objectif du FEM est la réinsertion professionnelle des travailleurs. Il dispose d'un **budget annuel de 500 M €.**

Avec la crise économique et financière, il est apparu nécessaire de revoir les règles du FEM afin qu'il puisse intervenir plus rapidement, plus facilement et dans des secteurs stratégiques.

Le Parlement européen a adopté en mai 2009 un rapport sur la modification du règlement **permettant d'améliorer l'efficacité du FEM et de le rendre plus accessible, par les moyens suivants :**

- abaisser le seuil de recevabilité des demandes d'aides par le FEM de 1000 à 500 travailleurs licenciés
- porter l'aide de 12 mois à 24 mois
- élever la contribution financière de l'UE de 50 % à 65 % - l'autre partie étant payée par les Etats-membres, qui sont bien souvent responsables d'un blocage de l'aide.

❖ Plus d'Europe face à la crise

La crise actuelle démontre combien l'Union européenne constitue une chance pour nos concitoyens.

L'Union européenne a su réagir rapidement face à la crise en modifiant les règlements FEDER et FSE afin d'accélérer les financements et la mise en œuvre des projets qu'elle soutient pour favoriser une rapide sortie de crise.

Le Parlement européen s'est également prononcé récemment en faveur d'un **taux réduit de TVA applicable dans certains secteurs tels que le bâtiment ou la restauration**, qui concentrent une forte main d'œuvre et seront ainsi redynamisés.

En plus de l'Euro, qui constitue déjà un rempart de l'Union européenne contre l'écroulement du pouvoir d'achat des Européens, il convient désormais d'élargir la solidarité européenne en instaurant un **système de gestion commun de la dette publique.**

Le Mouvement Démocrate (MoDem) a également demandé une série de réformes urgentes pour combattre les graves dysfonctionnements qui ont conduit à la crise dont :

- une réforme des mécanismes de rémunération qui sont des causes possibles d'instabilité financière
- des mesures effectives contre les paradis fiscaux et l'adoption "d'un cadre législatif pour limiter les transactions avec les pays non coopératifs" dans ce domaine.

Il est également nécessaire et urgent de mieux coordonner au niveau européen les plans de relance nationaux face à la crise afin qu'ils soient pleinement efficaces.